

**Atelier de restitution sur la participation des groupes vulnérables « pygmées » et mbororo aux consultations participatives des 10-20 mars 2008 en vue de la révision du DSRP I**

**Document de synthèse des préoccupations des peuples autochtones (populations vulnérables « pygmées » et mbororo) formulées par leurs représentants en vue de leur intégration dans le DSRP II**

*Ebolowa, du 10 au 12 avril 2008*

**Atelier organisé en collaboration entre le BIT, le MINAS et le MINEPAT**



**Projet pour la promotion des droits des Peuples indigènes et tribaux**

## Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des abréviations.....	3
1. Introduction .....	4
1.1. Généralités .....	4
1.2. Objectif du document .....	4
1.3. Méthodologie .....	4
2. Appréciation du déroulement des consultations par les participants et synthèse des préoccupations exprimées et idées de projet. ....	5
2.1. Appréciation du déroulement des consultations participatives .....	5
2.1.1. Information et invitation .....	5
2.1.2. Effectifs de participation .....	5
2.1.3. Prise de parole et expression .....	6
2.1.4. Méthodologie de la participation des groupes « pygmées » et Mbororo aux consultations .....	6
2.2. synthèse des préoccupations émises .....	6
2.2.1 Matrice de synthèse des préoccupations .....	7
2.2.1.1. Préoccupations des groupes vulnérables pygmées (BBB) .....	7
2.2.1.2. Préoccupations des groupes vulnérables Mbororo .....	11
3.Recommandations.....	18
Annexes .....	19
Annexe 1: document d’approche pour une meilleure intégration des peuples indigènes et tribaux dans le DSRP et sa mise en œuvre au Cameroun .....	20
Annexe 2: Liste des représentants des groupes vulnérables et organisations d’appui à l’atelier de restitution des consultations participatives par le Gouvernement .....	25

## Liste des abréviations

ADEBAKA	: Association des Baka de Minton et Oveng
AFEBEN	: Association pour l'Autopromotion des femmes de la Boumba et Ngoko
BBB	: Baka, Bagyéli-Bakola
BIT	: Bureau International du Travail
CADDAP	: Centre d'Appui au Développement Durable des Autochtones Pygmées
CED	: Centre pour l'Environnement et le Développement
CEFAID	: Centre pour l'Education, la formation et l'Appui aux initiatives de Développement
CNUDHD	: Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et de la Démocratie
CTSE	: Comité Technique de Suivi Evaluation
CUSS	: Centre Universitaire de Sciences et de Santé
DSRP	: Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté
EMIA	: Ecole Militaire Inter-Armes
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature
ENS	: Ecole Normale Supérieure
FODER	: Forêt et Développement
FONDAF	: Foyer Notre Dame de la Forêt
IRIC	: Institut des Relations Internationales du Cameroun
MBOSCUDA	: Mbororo Social and Cultural Development Association
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	: Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ORADER	: Organisation d'Appui au Développement Rural
RACOPY	: Réseau – Actions Concertées-« Pygmées »

## **1. Introduction**

### **1.1. Généralités**

Dans le cadre de son programme de révision du DSRP, le Gouvernement camerounais a entrepris du 10 au 20 mars 2008, des consultations participatives sur toute l'étendue du territoire. Ces consultations avaient pour objectifs :

- d'informer les acteurs de lutte contre la pauvreté et les populations à la base sur les actions et stratégies de réduction de la pauvreté menées dans leur localité au cours des trois dernières années (2003 – 2007) de mise en oeuvre du DSRP de première génération ;
- de recueillir auprès des acteurs de lutte contre la pauvreté et des populations à la base, leur appréciation sur le bilan de la mise en oeuvre du DSRP de première génération, notamment en terme de réalisations et d'impact dans l'amélioration de leurs conditions de vie ;
- de recueillir auprès des acteurs de lutte contre la pauvreté et des populations à la base, les suggestions d'amélioration des politiques menées dans le cadre de la mise en oeuvre du DSRP ainsi que leurs idées de projets pouvant avoir un fort impact sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la croissance.

Cette phase du processus de révision du DSRP a connu la participation de nombres d'individus parmi lesquels les groupes vulnérables « pygmées » et mbororo principalement dans les localités de Bertoua, Abong-Mbang, Bamenda, Yokadouma, Djoum, kribi, Kumbo, Ngaoundéré et Fundong. Les consultations participatives feront l'objet d'un atelier de restitution qu'organisera le Gouvernement sans doute pour partager et compléter les résultats obtenus.

Le présent document se veut une synthèse des différentes préoccupations émises par les représentants des groupes vulnérables « pygmées » et mbororo au cours de ces consultations.

### **1.2. Objectif du document**

Ce document vise un double objectif à savoir :

- rassembler afin d'assurer une meilleure exploitation, des préoccupations et idées de projets exprimées par les populations vulnérables « pygmées » et mbororo lors des consultations participatives ;
- servir de repère de base à une meilleure prise en compte des préoccupations de ces populations.

### **1.3. Méthodologie**

Le présent document a été élaboré au cours d'un atelier organisé par le Bureau Sous-régional de L'OIT en Afrique Centrale, en collaboration avec le MINAS et le MINEPAT, en vue de la restitution par les organisations d'appui aux communautés autochtones et les représentants de ces communautés, du déroulement des consultations et des préoccupations exprimées dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Après la présentation par ces derniers des rapports (oraux et/ou écrits), les participants se sont regroupés en deux commissions pour faire la synthèse des rapports et la présenter sous un format facilement exploitable par le Gouvernement.

Ont pris part à ce processus les représentants des organisations et communautés suivantes : MBOSCUDA, ADEBAKA, CADDAP, communauté Baka de Yokadouma. Certaines ONGs et

réseaux appuyant ces communautés à l'instar de CED, FODER, CEFAID, RACOPY, ont également été présents à ces assises.

Le Gouvernement était représenté par le MINEPAT et MINAS. Le BIT et le CNUDHD représentaient le système des Nations Unies à cette rencontre.

## **2. Appréciation du déroulement des consultations par les participants et synthèse des préoccupations exprimées et idées de projet**

### **2.1. Appréciation du déroulement des consultations participatives**

Le déroulement des consultations participatives du 10 au 20 mars 2008 ainsi que leur phase préparatoire ont été appréciés par les participants. Les rapports d'appréciation ont décrit des aspects tels que : l'information et l'invitation, les effectifs de participation, la distribution de la parole et la méthodologie.

#### **2.1.1. Information et invitation**

Suite aux rapports sur le déroulement des consultations participatives, il a été constaté que d'une manière générale les populations vulnérables « pygmées » et Mbororo n'avaient pas été préalablement informées et sensibilisées par le Gouvernement sur le processus de révision du DSRP et la tenue des dites consultations. La majorité des groupes concernés a été informée la veille ou quelques jours avant le démarrage du processus. Le BIT a diffusé l'information à travers certaines ONGs qui ont pris l'attache des autorités administratives impliquées dans l'organisation des consultations au niveau départemental. Ces derniers se sont engagés à prendre en charge les représentants des groupes vulnérables qui étaient en mesure de prendre part aux dites consultations. Toutefois, les difficultés liées aux délais de ces opérations, à la communication, au déplacement des groupes et à l'éloignement de la plupart des villages par rapport aux lieux de consultations n'ont pas permis d'assurer une véritable représentativité géographique (Arrondissement/Communes) des groupes.

#### **2.1.2. Effectifs de participation**

En dépit la faible représentativité géographique des « Pygmées » Baka, Bagyéli/Bakola et des mbororo aux consultations, l'on a néanmoins noté leur participation à ces rencontres dans certains départements où ils sont en nombre élevé. Au total, 120 personnes ont pris part à ces consultations. Le nombre de ces groupes variait d'une localité à une autre.

Le tableau ci-après illustre les statistiques de cette participation.

Province	Département du déroulement des consultations	Ville du déroulement Des consultations	Groupes autochtones ayant participé	Nombre de participants enregistrés	Date de consultation participative
Adamaoua	Vina	Ngaoundéré	Mbororo	13	13 mars 2008
Nord Ouest	Mezam	Bamenda	Mbororo	20	17 mars 2008
	Menchum	Wum	Mbororo	04	12 mars 2008
	Bui	Kumbo	Mbororo	07	12 mars 2008
	Boyo	Fundong	Mbororo	14	18 mars 2008
Est	Lom et Djerem	Bertoua	Mbororo	22	13 mars 2008
	Haut Nyong	Abong Mbang	Baka	08	14 mars 2008
	Boumba et Ngoko	Yokadouma	Baka	14	17 mars 2008
Sud	Dja et Lobo	Djoum	Baka	09	15 mars 2008
	Océan	Kribi	Bagyéli-Bakola	08	18 mars 2008

### 2.1.3. Prise de parole et expression

D'une manière Générale, les populations « pygmées » et Mbororo ont affirmé avoir eu l'opportunité de s'exprimer au cours de ces réunions. En plus,elles ont remis des rapports écrits découlant de leurs concertations dans certaines localités.

Les représentants Mbororo de l'Adamaoua et du Nord Ouest ont cependant affirmé que les facilitateurs ne leur ont pas donné l'impression de vouloir prendre en compte leurs préoccupations spécifiques. Leurs interventions en plénière basées sur leurs spécificités et leur vulnérabilité, ont suscité des incompréhensions quant à l'auto-identification de groupes dits « vulnérables ».

### 2.1.4. Méthodologie de la participation des groupes « pygmées » et Mbororo aux consultations

Dans les localités où elles ont participées, les populations « pygmées » et Mbororo ont eu l'occasion de se réunir en « focus group » et de se concerter. Ils se sont tenus soit avant la réunion, c'est le cas de Kribi, Djoum, Yokadouma et Ngaoundéré, soit pendant la réunion, lors des travaux en groupe, c'est le cas de Bertoua ou encore après la réunion, avec les membres de l'équipe consultative ; c'est le cas d'Abong Mbang. A l'issue de ces rencontres de concertation, un document récapitulatif des principaux problèmes et les solutions souhaitées ou idées de projets a été élaboré. Il a par la suite été remis aux équipes de consultation. Les principaux problèmes soulevés et idées de projet présentés dans ces documents sont repris dans la synthèse ci-après.

## 2.2. Synthèse des préoccupations émises

Deux commissions ont été constituées au cours de cet atelier. La première commission était constituée des représentants des communautés pygmées tandis que la seconde, des représentants des populations mbororo. Chaque groupe était appuyé par des représentants d'ONG et placé sous

la facilitation des représentants des départements ministériels et des agences du système des Nations Unies. .

A la suite de ces travaux en commissions, les matrices de synthèse suivantes ont été dressées.

### **2.2.1. Matrice de synthèse des préoccupations**

Bien que présentés en deux tableaux séparés, il est à noter que les préoccupations et problèmes rencontrés par les « Pygmées » et les Mbororo sont souvent semblables (ex : distance des écoles et centres de santé, accès à la citoyenneté...)

#### **2.2.1.1. Préoccupations des groupes vulnérables « pygmées » (BBB<sup>1</sup>)**

---

<sup>1</sup> BBB : Baka, Bagyéli-Bakola

Domaines	Principaux problèmes	idées pour la formulation des projets	Localités concernées
<b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>éloignement des centres de santé des communautés BBB ;</li> <li>accès très difficile aux soins de santé et aux médicaments pour les membres de nos communautés ;</li> <li>forte fréquence des maladies infantiles et maternelles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>créer des cases de santé de premières nécessités dans les communautés BBB tenues par des personnes formées aux méthodes de travail avec les BBB ;</li> <li>créer des postes d'infirmiers itinérants/mobiles dans les centres de santé existant, et chargés d'effectuer des visites médicales et d'administrer les premiers soins dans les communautés BBB au moins une fois par semaine (application de la stratégie avancée de santé pour les BBB) ;</li> </ul>	toutes
		<ul style="list-style-type: none"> <li>rendre gratuit l'accès aux médicaments pour les populations vulnérables dont les BBB, et mettre en place un système de contrôle mensuel effectué par les concernés et une ONG active dans chaque localité ;</li> </ul>	Lolodorf Bipindi, Akom II Niété Kribi I Campo Djourn
		<ul style="list-style-type: none"> <li>former des personnes BBB aux soins de santé et les recruter dans les centres de santé proches de leurs communautés ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>augmentation du taux de prévalence du VIH-SIDA dans les communautés ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibiliser les populations sur le VIH-SIDA ;</li> <li>dépistage gratuit et prise en charge des personnes séropositives ;</li> </ul>	Dja et Lobo Boumba et Ngoko
	<ul style="list-style-type: none"> <li>mauvaise qualité de l'eau de consommation ;</li> <li>absence de points d'eau potable ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>construire des forages et/ou aménager des sources d'eau potable dans les communautés BBB ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>non reconnaissance des savoirs traditionnels des populations BBB sur les plantes médicinales ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Valoriser les savoirs et les connaissances traditionnelles des BBB, notamment dans le domaine de la pharmacopée ;</li> </ul>	toutes
<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>éloignement des écoles primaires publiques des communautés BBB (3-15 km) ;</li> <li>manque d'école maternelle et primaire dans les communautés BBB ;</li> <li>absence de cadre d'accueil (foyer) pour enfants BBB dans les localités où</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>rendre effective la gratuité de l'école primaire ;</li> <li>Former les enseignants dans écoles primaires fréquentées par les BBB aux spécificités des groupes vulnérables (dont les BBB) ;</li> <li>créer et construire des foyers d'accueil pour enfants BBB et assurer leur fonctionnement dans les localités où ils sont présents ;</li> </ul>	toutes toutes  Djourn, Mintom, Lolodorf, Akom II,

	<p>ils sont présents;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>manque d'encadrement et de suivi (tutorat) des enfants BBB inscrits dans les écoles primaires ;</li> <li>manque de fournitures scolaires ;</li> </ul>	<p>Niété, Kribi 1, Campo, Abong Mbang</p> <p>Océan (Bipindi et Kribi)</p> <p>toutes</p> <p>toutes</p> <p>toutes</p> <p>Boumba et Ngoko</p> <p>Océan Haut Nyong Boumba et Ngoko</p> <p>toutes</p> <p>toutes</p>
<p><b>Foncier</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>fermeture des écoles préscolaires ORA<sup>2</sup> dans plusieurs communautés, suite au manque de moyens de fonctionnement ;</li> <li>analphabétisme généralisé chez les Baka ;</li> <li>les droits coutumiers et fonciers des BBB ne sont ni reconnus ni respectés (« toutes les terres appartiennent au Bantou ou à l'Etat, et nous sommes toujours considérés comme des étrangers sans terres partout où nous vivons, même si nous y habitons depuis ») ;</li> <li>non reconnaissance officiel (par</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>soutenir le fonctionnement des foyers existants (FONDAF, Arc En Ciel) ;</li> <li>favoriser l'insertion sociale et professionnelle des BBB (formation en couture, coiffure, et autres petits métiers par exemple) ;</li> <li>favoriser l'admission des BBB aux concours en réduisant pour eux les moyennes d'admission et le niveau d'étude exigé pour leur candidature ;</li> <li>octroi de bourses scolaires aux meilleurs élèves BBB ;</li> <li>adapter le système éducatif aux réalités culturelles BBB ;</li> <li>créer et construire des écoles préscolaires appliquant la méthode ORA dans les communautés BBB ;</li> <li>informer les populations sur l'importance de l'éducation ;</li> <li>délimiter et reconnaître officiellement les territoires traditionnels des BBB ;</li> <li>reconnaître les formes de mise en valeur des terres des BBB (chasse, cueillette, ramassage, lieux culturels) comme donnant droit à la propriété coutumière autant que l'agriculture pratiquée par les Bantou ;</li> <li>créer des chefferies de 3<sup>ème</sup> degré BBB, afin qu'ils ne dépendent plus des autres et</li> </ul> <p>toutes</p>

<sup>2</sup> ORA : Observer, Réfléchir, Agir est une méthode d'éducation basée sur l'utilisation des éléments, symboles et représentations issues de l'environnement socioculturel et biophysique des peuples « pygmées ».

	l'Etat) des communautés (nous n'avons de chefferie et notre culture est ignorée) ;	qu'ils ne soient plus représentés par les autres groupes ;	toutes
<b>Accès aux ressources naturelles et à leurs retombées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>faible accès aux retombées de l'exploitation des forêts et de la faune ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>prévoir et octroyer aux communautés BBB une part équitable des redevances forestières et fauniques pour la réalisation de leurs projets de développement ;</li> <li>impliquer les membres ou représentants des communautés Baka dans les initiatives locales de gestion des ressources forestières et de la faune sauvage (Comités de gestion des redevances forestières, comités de valorisation des ressources fauniques, entités de gestion des forêts communautaires, de valorisation des déchets de bois, d'exploitation des produits non ligneux, Comités paysans Forêt...);</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>non respect des droits d'accès, d'usage et de résidence ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>cartographier les usages traditionnels des BBB et les prendre en compte dans les plans d'aménagement des UFA, aires protégées et dans les projets de création des plantations industrielles ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>manque d'outils et de semences agricoles ;</li> <li>manque de formation et d'encadrement technique ;</li> <li>manque de terrain (accès au foncier) ;</li> <li>Exploitation des BB dans les champs Bantou ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibiliser et former les BB aux techniques agricoles ;</li> <li>assurer l'accès des BBB aux différents programmes du MINADER, MINEPIA, et MINEPAT ;</li> <li>suivre et encadrer l'agriculture des BBB et les encourager à s'investir dans leurs propres champs ;</li> <li>équiper les BBB d'outils et intrants agricoles au moment opportun ;</li> <li>mettre en place des pépinières de cultures à haut rendement économique (cacao, palmier à huile, bananier) aux bénéfices des BBB ;</li> </ul>	toutes
<b>Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>faibles accès des populations BBB à la citoyenneté (acte de naissance, carte nationale d'identité,...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informé, sensibiliser et éduquer les membres des communautés BBB à l'importance des pièces officielles ;</li> <li>réduire les coûts d'établissement de la carte nationale d'identité pour les BBB ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>éloignement des centres d'état civil ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>créer des centres d'état civil dans les communautés BBB et former des agents communautaires d'état civil BBB ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>demande de rançon pour la délivrance des actes d'état civil (acte de naissance, carte nationale d'identité) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibiliser les chefs des centres d'état civil pour qu'ils facilitent l'accès des BBB à la citoyenneté ;</li> </ul>	toutes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>faible représentation des BBB dans les instances politiques ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>promouvoir la représentation équitable des BBB au sein des conseils municipaux et de l'Assemblée Nationale ;</li> </ul>	toutes
<b>Citoyenneté</b>			toutes
			toutes

### 2.2.1.2. Préoccupations des groupes vulnérables Mbororo

DOMAINE	PRINCIPAUX PROBLÈMES	RECOMMANDATIONS	IDÉES POUR LA FORMULATION DE PROJETS ET LOCALITÉS
<b>EDUCATION</b>	éloignement et insuffisance des établissements scolaires ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- création d'écoles dans les villages Mbororo ;</li> <li>- facilitation de l'accès des enfants Mbororo suivant un cursus secondaire aux internats et/ou foyers ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- construire des écoles dans les villages Mbororo des départements de Momo, Menchum, Bui, Mezam, Kadey, Lom et Djerem, Adamaoua... où les taux de scolarisation des enfants Mbororo sont des plus faibles ;</li> <li>- réserver 10 pourcent des places dans les internats existants aux enfants Mbororo ;</li> <li>- créer des foyers d'accueil autour des écoles (ex : Mandjou près de Bertoua) ;</li> </ul>
	<p>inaccessibilité des bourses scolaires et universitaires ;</p> <p>absence de soutien aux écoles communautaires créées par la communauté Mbororo ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- prévoir un quota de bourses scolaires pour les populations marginalisées (plus particulièrement les filles) ;</li> <li>soutien financier et technique aux écoles communautaires créées par la communauté Mbororo dès la maternelle ;</li> </ul>	<p>prévoir dans les universités et écoles professionnelles un quota de bourses scolaires pour les jeunes Mbororo (ex : université de Yaoundé I, ENS, CUSS, ENAM, EMIA, IRIC)</p> <p>soutenir les écoles communautaires de Banyo II, Mobé, Guiwa-Yangamo, Bamuka Hill Top, Mandjou, Batouri, GS Abieka Mbam, GS Achain Konene, GS Bengheghan, GS Mile 10 Santa, Kukuchap community school Weh, Melang community school Esu, Key Kuk Bafmeng and Mbinjam community school Wum ;</p>
meilleure répartition des enseignants sur le territoire ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faciliter l'accès des Mbororo aux écoles normales d'instituteurs ;</li> <li>- mieux répartir les enseignants sur le territoire ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- traiter de façon préférentielle des candidatures Mbororo lors des examens d'entrée aux écoles normales d'instituteurs ;</li> <li>- adopter des mesures incitatives à la mutation en zone reculée ;</li> </ul>	
analphabétisme ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- garantir l'accès des Mbororo au Programme national d'alphabétisation fonctionnelle ;</li> <li>- soutenir les initiatives privées Mbororo de cours d'alphabétisation destinés aux adultes ;</li> <li>- organiser des campagnes de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- créer une composante en charge de l'alphabétisation des populations vulnérables au sein du programme national d'alphabétisation fonctionnelle ;</li> <li>- apporter un soutien aux 36 cours d'alphabétisation organisés par la communauté Mbororo dans la province du Nord Ouest et soutien à la création d'autres centres de formation ;</li> <li>- organiser des campagnes de sensibilisation (utilisation des</li> </ul>	

				<p>sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation des enfants (et notamment des filles) ;</p> <p>- aide financière ou matérielle aux enfants des familles défavorisées qui ne peuvent payer les fournitures scolaires et autres dépenses liées à la scolarité ;</p> <p>Respect des réalités socio-culturelles des communautés Mbororo dans le milieu scolaire ;</p> <p>- Création d'unités mobiles de soins</p> <p>- Construction, équipement et approvisionnement de centres de santé à proximité des villages Mbororo ;</p> <p>accès gratuit aux soins de santé primaires et baisse des prix des autres soins de santé ;</p> <p>- forage et entretien de points d'eau potable ;</p> <p>- aménagement de points d'eau existants ;</p> <p>- soutien aux communautés locales Mbororo qui peuvent servir de relais en transmettant le message en langue vernaculaire tout en tenant compte de la culture ;</p> <p>- formation de formateurs locaux au sein des comités de santé existants ;</p> <p>- organisation de campagnes de dépistage gratuit et volontaire ;</p>	<p>médias -</p> <p>- audio-visuels et écrits et de panneaux d'affichage dans la langue vernaculaire) des parents Mbororo sur l'ensemble du territoire ;</p> <p>- prendre une circulaire à l'intention des différents établissements scolaires du pays demandant le respect des réalités socio-culturelles des Mbororo ;</p> <p>- créer des unités mobiles de soin dans toutes les communautés Mbororo ;</p> <p>- construire et équiper des cases de santé communautaires dans les communautés Mbororo et les approvisionner régulièrement ;</p> <p>mettre sur pied une équipe mobile de suivi et de contrôle de la gestion des médicaments</p> <p>- aménager des points d'eau existants dans les villages sédentaires ;</p> <p>- Construction de forages dans les villages où l'accès à l'eau est difficile ;</p> <p>- organiser de sessions IEC/CCC en langue vernaculaire sur les comportements sexuels sains dans les communautés ;</p> <p>- organiser des sessions de sensibilisations sur les modes de transmission du VIH/SIDA ;</p> <p>- organiser des campagnes de dépistage gratuit et volontaire ;</p>
	<p>fausse gratuité du système scolaire ;</p> <p>incompatibilités entre les traditions Mbororo et les obligations scolaires (ex : filles Mbororo obligées de se raser les cheveux pour aller à l'école) ;</p> <p>éloignement des centres de santé ;</p> <p>coûts trop élevés des soins de santé ;</p> <p>insuffisance des points d'eau potable ;</p> <p>sensibilisation inadéquate et insuffisante aux MST ;</p>				
					<b>SANTE</b>

	manque d'assistance aux personnes vivant avec le VIH/SIDA ;	manque de prise en compte des populations Mbororo dans les campagnes de prévention des maladies telles que le paludisme, la polio ou la fièvre jaune ;	grossesses précoces ;	- prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA ; mise en œuvre de stratégies avancées pour le lancement de campagnes de sensibilisation dirigées vers les populations Mbororo ;	- approvisionner des centres de santé en ARV ; - prise en charge alimentaire des personnes Mbororo vivant avec le VIH ; - mettre en œuvre des stratégies avancées pour le lancement de campagnes de sensibilisation dirigées vers les populations Mbororo ; - organiser des déplacements conjoints des unités de collecte des taxes et de distribution des moustiquaires ;
				- garantir l'accès des jeunes filles au planning familial de manière anonyme ; - Créer des campagnes de sensibilisation des familles et des jeunes filles sur les risques de grossesses précoces ; - Mise à disposition gratuite de préservatifs féminins et masculins et sensibilisation à leur utilisation à travers une approche adaptée au contexte socioculturel ;	- sensibiliser les communautés au problème de mariages précoces -Garantir l'accès des jeunes filles au planning familial de manière anonyme ; - créer des campagnes de sensibilisation des familles et des jeunes filles sur les risques de grossesses précoces ; - mise à disposition gratuite de préservatifs féminins et masculins et sensibilisation à leur utilisation ;
<b>AGRICULTURE et ELEVAGE</b>	diminution et dégradation des pâturages ;			- promotion de la culture des plantes fourragères ; - limitation des zones de cultures agricoles ; - Appui du gouvernement à la sécurisation des pâturages ; - Amélioration des méthodes de gestion des espaces pastoraux ;	Sensibiliser les communautés aux techniques d'entretien et de développement des pâturages ;
	invasion des pâturages existant par une plante appelée Bokassa grass, et Fern plant ;			- Fourniture gratuite d'herbicides - mener une étude sur l'herbicide adapté à la destruction de cette plante ;	
	Manque de points d'eau pour le bétail en saison sèche			- création d'abreuvoirs ; - préservation et gestion des sources d'eau	

		existantes par la reforestation ;	
coûts exorbitants des produits vétérinaires ;		- Baisse des prix des produits vétérinaires ;	
manque de sérieux dans les campagnes de vaccination ;		- sensibilisation des vétérinaires sur la qualité de leurs prestations (invitation à plus de minutie et de sérieux) ;	
production réduite de lait par la race de vache mbororo		- amélioration de la race par des croisements ;	
pression démographique sur les pâturages ;		- sécurisation et bonne gestion des pâturages ; - classer des zones de pâturage ;	
maladies d'animaux ;		- poursuivre la recherche au LANAVET ;	- mettre à disposition de médicaments gratuits en cas d'épizootie - renforcer la recherche pour la production de vaccins ;
manque d'intrants pour l'élevage		- faciliter l'acquisition de ces intrants ;	Mettre à disposition gratuitement des intrants pour les populations marginales ;
manque de mesures d'accompagnement aux initiatives de sédentarisation ;		- attribution définitive des pâturages - prévoir des microprojets générateurs de revenus ;	
conflits agriculteurs – éleveurs (agro pastoraux) ;		- délimiter et respecter les pâturages des zones d'agriculture ; - encourager les éleveurs à pratiquer l'agriculture et l'élevage ; - formation et sensibilisation des autorités en gestions des conflits ;	
non reconnaissance des villages Mbororo et de leurs leaders ;		reconnaissance officielle des villages et Leaders Mbororo en accord avec les Mbororo concernés ;	- organisation dans les villages de consultations entre représentants de l'administration et représentants Mbororo pour discuter d'éventuelles nouvelles frontières et délimitations entre villages ; - plaider pour lever la lettre circulaire supprimant la création

<b>FONCIER</b>				de chefferies traditionnelles ; - reconnaissance informelle des chefferies traditionnelles de troisième degré ;
	accès difficile à une propriété foncière (accès à la propriété et contrôle effectif des terrains occupés) ;	faciliter l'accès à la propriété foncière et assurer le contrôle effectif ;		- sensibiliser les autorités locales et les populations riveraines à la reconnaissance des droits coutumiers des peuples indigènes et tribaux ; - cartographier et délimiter les zones de pâturage et des couloirs de transhumance ; - créer des campagnes de sensibilisation de la population riveraine sur l'accès équitable des Mbororo à la terre ; sensibilisation des autorités ;
	partialité des autorités administratives locales dans les décisions qui opposent les éleveurs aux agriculteurs ;	impartialité et équité des autorités administratives dans l'arrangement des conflits administratifs ;		
	crainte permanente d'éviction ;	reconnaissance officielle des terres et droits des Mbororo ;		créer des campagnes de sensibilisation de la population riveraine sur l'accès équitable des Mbororo à la terre ;
<b>CITOYENNETE</b>	ignorance des procédures ;	- simplification des procédures ; - organiser des campagnes de sensibilisation sur les procédures d'obtention des pièces officielles ;		soutenir les initiatives locales de sensibilisation par les Mbororo de leur communauté aux procédures d'obtention des pièces officielles dans tous les départements où se trouvent les Mbororo ;
	éloignement des centres d'état civil ;	- facilitation du processus d'obtention des pièces officielles ; - création de centres spéciaux d'état civil à proximité des villages Mbororo - prolongation de la validité du récépissé des cartes d'identité ;		- créer de centres d'état civil mobiles dans les zones fortement peuplées par les Mbororo ; - mise à disposition de registres de naissance dans les villages Mbororo gérés par les Mbororo ;
	coût élevé des actes et abus par les autorités de délivrance ;	- rappeler aux autorités le principe de gratuité des actes d'état civils - respect des coûts officiels d'établissement des pièces officielles ;		élaboration et publication d'un dépliant sur les procédures et coûts d'obtention des différents actes et pièces officielles dans la langue vernaculaire ;
	méconnaissance des droits civiques (accès à la justice, droit	- sensibiliser les communautés sur leurs droits civiques ;		- prévoir une représentation proportionnelle avec un seuil minimum de représentativité des Mbororo dans les instances



	programmes d'auto-emploi par le gouvernement ; manque d'accès et de connaissance au/du micro crédit pour le financement d'activités génératrices de revenus ; Poids des coutumes sur la femme Mbororo (dépendance financière des femmes Mbororo vis-à-vis de leur mari) ;	emploi (programme spécial du chef de l'Etat) ;	- Auto Identification par les leaders Mbororo des projets typiquement Mbororo ; - facilitation de l'accès des Mbororo au programme d'auto-emploi du FNE ; - identification des organismes fiables de micro crédit pouvant aider les Mbororo dans leurs initiatives ; - création de groupes de discussion sur les coutumes Mbororo ; - campagnes de promotion sur l'égalité homme/femme ; - ouverture d'entreprises de transformation du lait ; - ouverture d'ateliers de couture et autres formations aux petits métiers ;
<b>GENRE</b>		- appui aux activités génératrices d'emploi des femmes Mbororo	Idem
<b>CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL</b>	inexistence de textes juridiques spécifiques reconnaissant et protégeant les droits des peuples vulnérables ;	- élaboration et large diffusion d'un texte de loi pour protéger spécifiquement les droits des peuples vulnérables ; - lancement du travail de rédaction d'un avant projet de loi sur les droits des peuples autochtones conforme aux règles internationales en la matière ; - rédaction d'un document de politique de promotion des droits ;	
	intervention intempestive de l'administration dans la désignation des chefs traditionnels ; ignorance des cadres légaux nationaux, régionaux et internationaux existants protégeant les droits des minorités et des peuples autochtones ;	libre choix de leurs leaders traditionnels par les Mbororo selon leur tradition ;	rétablissement du chef traditionnel de Sabga ;
		- ratification de la convention des Nations Unies (BIT 169) ; - mise en œuvre de la convention 111, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et des recommandations de la deuxième décennie internationale sur les droits des peuples autochtones ;	- formation par les nations unies des autorités aux textes internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones ; - Sensibilisation et diffusion des normes nationales existantes ;

### **3. Recommandations**

A la fin de l'atelier, les participants ont formulé à l'attention du Gouvernement les recommandations suivantes :

**le Gouvernement devrait :**

- **Développer des programmes ou projets spécifiques par secteur/domaine identifié au bénéfice des populations vulnérables, notamment :**
  - **tenir compte des nuances formulées par les bénéficiaires par localité ;**
  - **développer des plans sectoriels spécifiques aux groupes concernés avec un budget y relatif ;**
  - **retenir l'approche GAR (Gestion axée sur les résultats) dans la formulation des programmes et projets spécifiques.**
  
- **dans le cadre spécifique des projets d'appui à l'éducation de base, une activité devrait être développée sur l'organisation des états généraux de l'enseignement au Cameroun afin d'institutionnaliser l'approche ORA appropriée à l'enseignement des enfants « pygmées » ;**
  
- **Etendre aux populations Bedzang, les programmes et projets à développer au profit des « Pygmées » Baka, Bagyéli-Bakola et des mbororo. Ces populations vivant dans la plaine Tikar constituent également un sous groupe des populations « pygmées ».**
  
- **utiliser l'Approche pour l'intégration des préoccupations des « peuples indigènes et tribaux dans le DSRP II, validée au cours de l'atelier du 19 février 2008.**
  
- **Adopter la terminologie « peuples autochtones » utilisée au niveau international pour désigner ces peuples, afin d'aligner son vocabulaire national sur ses engagements internationaux (ex : vote en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 13 septembre 2007).**

## **Annexes**

## Annexe 1.

### **DOCUMENT D'APPROCHE POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES PEUPLES INDIGÈNES ET TRIBAUX<sup>3</sup> DANS LE DSRP ET SA MISE EN ŒUVRE AU CAMEROUN**

Le Cameroun a été jugé éligible à l'initiative PPTTE de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International et a parcouru toutes les étapes nécessaires à l'atteinte du point d'achèvement qui consacre l'étape ultime du processus. Il a de ce fait bénéficié d'une remise de dette par ses créanciers bilatéraux et multilatéraux. L'une des conditions déterminantes de ce processus était la rédaction et la mise en œuvre de façon satisfaisante d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté. Depuis déjà trois ans, le DSRP est mis en œuvre avec l'appui des partenaires au développement. De nombreuses actions ont été engagées dans chacun des sept axes stratégiques du DSRP. Ces efforts du Gouvernement ont amélioré quelques indicateurs macro économiques à la grande satisfaction des institutions de Bretton Woods ; toutefois, leurs effets sur les populations pauvres qui constituent près de 80% de la population restent difficiles à démontrer. Les institutions mises en place pour assurer le suivi et l'évaluation des actions ne fonctionnent pas de façon efficace.

Il en va de même pour les peuples indigènes et tribaux qui ont été maintenus en marge de la lutte contre la pauvreté. Ils n'ont pas été consultés de façon appropriée pendant la phase d'élaboration du DSRP. La question autochtone ne transparait ni dans les axes stratégiques du DSRP, ni dans les stratégies sectorielles et encore moins dans les CDMT des Ministères concernés. Bien plus, des projets identifiés par certains Ministères et susceptibles de profiter directement aux PIT ne bénéficient pas d'allocation budgétaire, rendant ainsi hypothétique leur mise en œuvre. Il faut cependant reconnaître l'exception des projets de coopération internationale pour lesquels la contre partie du Gouvernement est budgétisée. Par ailleurs, les plans de développements élaborés en faveur des populations « pygmées » dans les cadres du PNDP et du PSFE sont jusqu'ici mis en œuvre de façon insatisfaisante et l'implication des bénéficiaires y est très limitée.

L'élaboration et la mise en œuvre du DSRP incombent essentiellement à différents départements ministériels, sous la coordination du Ministère en charge de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Dans sa phase opérationnelle, le DSRP se décline en stratégies sectorielles et ministérielles desquels découlent des programmes, sous programmes et projets auxquels des budgets sont affectés. La cohérence entre les programmes, les projets et les budgets est assurée au travers des CDMT. Les CDMT constituent de ce fait la traduction en terme financier des stratégies sectorielles. CDMT et stratégies sectorielles constituent au sein du Gouvernement les seuls instruments fiables permettant une visibilité de l'action d'un Ministère ou d'un secteur sur le moyen terme.

Néanmoins, la prise en compte de la dimension peuples indigènes et tribaux dans le

---

<sup>3</sup> Le terme « peuple indigène et tribaux(PIT) » utilisé conformément à la convention 169 de l'OIT dont le BIT fait la promotion à travers le projet PRO 169 dans ce document désigne certains groupes classés au niveau national par le Ministère des Affaires sociales, parmi les populations marginales. Il s'agit des populations dites « pygmées », des Mbororo et des Montagnards. Ces groupes répondent aux critères qui permettent d'identifier les PIT et se sont eux-mêmes identifiés comme tel au nom du principe de l'auto-identification contenu dans la convention 169.

DSRP reste problématique. S'il est vrai que des besoins de développement identifiés dans le DSRP peuvent se rapprocher de certains besoins ressentis par les PIT, il reste que les stratégies pour la réduction de leur pauvreté devraient tenir compte de leur spécificité socioculturelle. Aussi le DSRP et les stratégies sectorielles devraient-ils refléter cette spécificité dans l'approche des problèmes de développement chez les PIT, d'où la nécessité de définir une approche qui aiderait à la prise en compte des questions PIT dans les stratégies de réduction de la pauvreté. C'est ce que tente de proposer le présent document en s'appuyant sur deux études menées par l'Organisation Internationale du Travail<sup>4</sup>.

### 1.1. Objectif

**L'objectif de cette approche est d'identifier des éléments ou principes devant guider à la prise en compte des droits, des intérêts et des préoccupations des PIT dans les stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun y compris les OMD dans le contexte de la révision du DSRP.**

### 1.2 Méthodologie

Cette approche est le résultat d'un processus participatif ayant connu la participation des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de la lutte contre la pauvreté au Cameroun. Elle s'est construite autour d'une méthodologie semblable à celle utilisée dans l'étude sur les portes d'entrée. Elle s'est articulée autour de deux points essentiels :

- la revue de la littérature et notamment l'étude du BIT portant sur les peuples indigènes et tribaux et les stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun et celle relative à la réalisation des OMD dans une communauté Baka du Cameroun. Ces deux études ont particulièrement permis de revisiter les définitions autochtones de la pauvreté et leurs stratégies de réduction de la pauvreté et ainsi d'affiner l'étude sur les points d'entrées pour la prise en compte de la question autochtones dans le DSRP II.
- la consultation des parties prenantes à la lutte contre la pauvreté au Cameroun et notamment les administrations publiques concernées (MINADER, MINAS, MINEPAT, MINEDUB, MINFOF etc.), les représentants des employeurs (GICAM), les représentants des travailleurs (CSTC), les ONG et réseaux d'organisations de protection des droits des peuples autochtones (CED, FODER, AAFEBEN, RACOPY etc.) ainsi que les organisations représentants les peuples autochtones (MBOSCUDA, OKANI, ASBAK, ADEBAKA, ADEBAGO etc.). les consultations participatives ont enrichi les points d'entrée et ont suggéré des pistes pour leur utilisation dans la formulation d'une approche pour la prise en compte des préoccupations des PIT dans le DSRP en cours de révision. Les consultations se sont déroulées en deux étapes, d'abord des rencontres avec des personnes clés d'une part, et d'autre part un atelier regroupant l'ensemble de ces acteurs. La consultation pour l'élaboration de l'approche a été organisée autour de la question centrale suivante : quelle est la meilleure façon d'intégrer les préoccupations des PIT dans le DSRP de deuxième génération ? quelles sont les actions envisageables et les institutions susceptibles d'engager ces actions ? Quels en sont les principaux destinataires et comment pourraient-elles être entreprises ?

---

<sup>4</sup> Etude sur les points d'entrée pour la prise en compte des PIT dans le DSRP et étude sur les PIT et les stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun.

Le canevas de l'approche a été proposé par le projet pro 169 du BIT.

### **1.3. Quelques éléments thématiques de l'approche**

#### **1.3.1. Collecte des données**

Compte tenu de l'absence des données désagrégées sur la situation spécifique des PIT au Cameroun et de la nécessité d'une meilleure appréciation de l'ampleur de la situation de la pauvreté des PIT, il est important dans la perspective de la révision du DSRP :

- que l'INS réalise une étude statistique sur la situation socio-économique des PIT au Cameroun afin de disposer des données nécessaires à la planification de leur développement ;
- que la stratégie nationale de développement de la statistique en cours d'élaboration intègre explicitement les préoccupations liées aux PIT ;
- que la stratégie de développement du secteur social en cours de révision intègre le volet statistique sur les PIT ;
- que les bailleurs de fonds internationaux appuient le Gouvernement dans ses efforts de développement des PIT ;
- que les équipes du MINEPAT chargées des consultations participatives dans le cadre de la révision du DSRP s'appesantissent sur les problèmes spécifiques des PIT.

#### **1.3.2. Coordination**

Pour assurer une bonne coordination, il convient :

- de créer un point focal PIT dans chaque ministère. Ce point focal est placé sous la responsabilité du ministère concerné et travail en étroite collaboration avec le MINAS, le BIT, les réseaux et organisations travaillant sur les questions des PIT et les organisations représentatives des PIT;
- que le MINAS joue effectivement son rôle central de coordination des points focaux ministériels à travers l'organisation des rencontres d'échanges, des formations et harmonisation des stratégies de prise en compte des PIT;
- de formaliser la création des points focaux PIT par instruction du PM et sur proposition du MINAS ;
- qu'un partenariat soit établi entre le Gouvernement, les opérateurs privés et les PIT pour assurer une participation effective de ces derniers à la planification, et à la gestion des ressources (redevances forestières et minières, ressources des programmes et projets qui les concernent);
- que les organes de coordination des programmes PNDP, PSFE et PDPP établissent des partenariats avec les organisations des PIT et les ONGs travaillant sur les questions des PIT pour une mise en œuvre effective et approprié des programmes ;
- que les partenaires au développement du Cameroun veillent à la mise en œuvre de leurs politiques d'engagement envers les peuples autochtones dans le cadre du travail dans le comité de coordination des bailleurs et à l'exécution des projets et

programmes financés par eux ; aussi doivent-ils inscrire les questions des PIT dans l'ordre des priorités de leur coopération avec le Cameroun ; de même, ceux-ci doivent inscrire dans leur budget des moyens pour le financement des programmes et projets spécifiques aux PIT ;

- que les différents départements ministériels inscrivent dans leurs documents de stratégies sectorielles, des programmes spécifiques en faveur des PIT ; ces programmes et tous les projets qui en découlent doivent être intégrés dans les CDMT et les budgets conséquents doivent leur être alloués ;
- qu'une confédération ou un conseil des PIT soit mis en place au niveau national sous l'impulsion du MINAS ;
- qu'il soit organisé tous les deux ou trois ans un forum économique et social des PIT par le MINAS et les Conseil Economique et Social (CES) ;
- que des questions des PIT soient prise en compte par le CES à travers la désignation des représentant des PIT au sein de ce conseil.

### **1.3.3. Communication et renforcement des capacités**

Il s'agit de renforcer la communication entre les acteurs et de s'assurer que ceux-ci disposent des capacités nécessaires à la prise en compte de la spécificité des PIT dans la planification et l'exécution des actions en faveurs des PIT. Aussi les actions suivantes peuvent-elles être envisagées :

- sur la base des études effectuées par l'OIT et autres recherches éventuellement disponibles, que le Gouvernement camerounais et ses partenaires définissent un programme de renforcement des capacités des PIT en vue de leur participation à la définition d'un développement qui répond à leurs préoccupations ;
- que le guide pour l'intégration des questions autochtones dans le travail de l'Equipe Pays des Nations Unies soit approprié sur le plan national par les agences des Nations unies et fasse l'objet d'un plan de mise en œuvre dans le respect de la situation particulière du Cameroun ;
- que le Bureau Sous-régional de l'OIT et le Bureau Sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie à Yaoundé collaborent avec l'Instance Permanente des Nations unies sur les questions autochtones pour développer des modules de formation à l'intention des fonctionnaires des nations unies qui travaillent sur les questions autochtones ;
- que des sessions de formations soient organisées au profit du Comité Technique de Suivi et d'Evaluation du DSRP et des autres acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux sur les questions concernant les PIT et sur les méthodologies pour les consulter de façon appropriée ;
- que les Commissions provinciales de suivi soient reconstituées et renforcées en intégrant les représentants des PIT dans les provinces où ils vivent, afin qu'elles reflètent la composition sociologique et ethnique de la population locale ; à cet effet les PIT membres desdites commissions doivent être formés ;
- que le MINEPAT lors des réunions de coordination interministérielle sensibilise les autres départements ministériels sur la nécessité de prendre en compte les PIT de manière spécifique dans les programmes et budgets ;

- que l'OIT, en partenariat avec le MINAS renforce les capacités des personnes en charge des consultations en communication, y compris la communication interculturelle.

#### **1.3.4. Participation et consultation**

- les départements ministériels doivent consulter régulièrement les représentants des peuples indigènes et tribaux, en tant que personnes ressources dans le cadre de l'élaboration des programmes spécifiques sectoriels au profit des PIT ;
- le MINAS, en tant que Ministère ayant en charge les populations marginales dont font partie les PIT doit finaliser sa stratégie sectorielles et veiller à ce que leurs populations cibles et en particulier les PIT soient consultés de façon appropriée dans la planification stratégique des autres Ministères afin que leurs perspectives de développement soient intégrées dans les différents secteurs de la vie sociale;
- les structures de mise en œuvre et de suivi évaluation des plans et programmes spécifiques aux PIT tels que les PDPP du PSFE et du PNDP ainsi que la FEDEC doivent inclure en leur sein les représentants ainsi qu'au sein des groupes thématiques, des commissions provinciales de suivi participatif du DSRP et des revues d'évaluation participatives ;
- un mécanisme de consultation entre le MINAS, les collectivités territoriales décentralisées, les ONG concernées et les représentants des PIT doit être établi pour assurer leurs contributions effectives aux plans de mise en œuvre du DSRP;
- les responsables de la société civile doivent veiller à la prise en compte des droits des PIT dans l'élaboration de leurs programmes spécifiques.

#### **1.3.5. Intégrer les questions des PIT dans les secteurs clés**

Si en pratique tous les secteurs peuvent potentiellement affecter la vie des PIT, il est important d'identifier ceux qui ont une influence et un impact directs sur la situation des PIT et de les prioriser en tenant compte des points de vues de ces communautés elles-mêmes. Il pourrait s'agir des principaux secteurs ou domaines suivants :

Education, Santé, Forêts et ressources naturelles, Emploi et formation professionnelle, Infrastructures, Développement rural, Gouvernance, Sport et éducation physique, Jeunesse, Culture, Tourisme, Economie, planification et aménagement du territoire, Justice, Citoyenneté, Propriété intellectuelle.

## **Annexe 2.**

### **Liste des représentants des groupes autochtones et organisations d'appui à l'atelier de restitution des consultations participatives par le Gouvernement**

#### **Représentants des organisations et communautés « pygmées »**

##### **Titulaire**

**Nom et prénom :** Mme Mendo Julie  
**Contact:** Association pour le Développement des Baka de Mintom et  
Oveng (ADEBAKA)  
Djoum (Province du Sud) - Cameroun  
Tel : 99155698

##### **Suppléant 1:**

**Nom et Prénom :** M. Ndjoma Jules Declair  
**Contact :** S/C Amougou Victor, Centre pour l'Education, la Formation  
Et l'Appui aux initiatives de Développement (CEFAID)  
Yokadouma (province de l'Est) – Cameroun  
Tel : 99290212 / 77694466 / 99629300

##### **Suppléant 2 :**

**Non et prénom :** Mme Aye Mondo Hélène  
**Contact :** Centre d'Appui au Développement Durable des Autochtones  
Pygmées (CADDAP)  
Abong-Mbang (province de l'Est) – Cameroun  
Tel : 75042156 / 77079778

#### **Représentants des associations/communautés Mbororo**

##### **Titulaire.**

**Nom et prénom :** Mme Ali aii Shalu  
**Contact :** Mbororos Cultural and Social Development Association  
(MBOSCUDA)  
Bamenda – Cameroun  
Tel: 77539590  
S/C Rahamatu, Tel: 77927340  
S/C Aliou Sali, Tel : 77948617

##### **Suppléant1.**

**Nom et prénom :** Me Youssoufou Ibrahim  
**Contact :** MBOSCUDA  
Ngaoundéré – Cameroun  
Tel : 77206017

**Suppléant 2.**

**Nom et prénom :** M. Aliou Garga  
**Contact :** MBOSCUDA  
Bertoua – Cameroun  
Tel : 77008358

**Représentants des ONG d'appui****Titulaire 1.**

**Nom et prénom :** M. Tchoumba Belmont  
**Contact :** Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)  
Yaoundé – Cameroun  
Tel : 22223857 / 99504531  
E-mail : [belmondt@cedcameroun.org](mailto:belmondt@cedcameroun.org)

**Titulaire 2.**

**Nom et prénom :** M. Ngonzo Rodrigue  
**Contact :** Forêt et Développement Rural (FODER)  
Mbalmayo – Cameroun  
Tel : 22005248 / 77461932  
E-mail : [rtngonzo2002@yahoo.fr](mailto:rtngonzo2002@yahoo.fr)

**Suppléant 1.**

**Nom et prénom :** M. Amougou Victor  
**Contact :** Centre pour l'Education, la Formation et l'Appui aux initiatives  
de Développement (CEFAID)  
Yokadouma (province de l'Est) – Cameroun  
Tel : 99290212  
S/C : 99195819 / 77694466 / 99629300

**Suppléant 2.**

**Contact :** Mme Mbezele Elisabeth  
Réseau Actions Concertées Pygmées (RACOPY) /  
Inades Formation  
Yaoundé – Cameroun  
Tel : 22211551 / 77518626  
E-mail : [Elifouda@yahoo.fr](mailto:Elifouda@yahoo.fr)